

**Accord collectif**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE  
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS  
DE PÉPINIÈRES ET D'HORTICULTURE  
(MIDI-PYRÉNÉES)**

ACCORD DU 24 SEPTEMBRE 2009

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1097038M

Entre :

La fédération régionale des producteurs de l'horticulture et des pépinières de Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFTD ;

L'union régionale des syndicats confédérés FO pour Midi-Pyrénées ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agroalimentaires CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

L'accord national du 10 juin 2008 sur la protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance met en place un régime de prévoyance en matière de garantie décès, incapacité temporaire et permanente, d'une part, et une assurance complémentaire frais de santé, d'autre part.

Pour compléter ce socle minimum, il a été conclu un contrat d'assurance collective à adhésion facultative aux garanties optionnelles au régime obligatoire national de prévoyance des salariés non cadres en agriculture avec Agri-Prévoyance et CRIA Prévoyance en coassurance.

Par le présent accord, les partenaires sociaux ont souhaité mettre en place un régime régional obligatoire de prévoyance lourde, en souscrivant certaines garanties optionnelles prévues aux termes du contrat cité ci-dessus, pour faire bénéficier les salariés d'une couverture supérieure au socle minimum national, tout en conservant une gestion et une mutualisation nationale.

En ce qui concerne l'assurance complémentaire frais de santé, les partenaires sociaux ont décidé de se raccorder au régime national prévu dans l'accord du 10 juin 2008 et qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Le présent accord est un accord distinct de la convention collective des exploitations de pépinières et d'horticulture de la région Midi-Pyrénées du 5 février 1981. Il se substituera, dès son entrée en vigueur, aux dispositions conventionnelles antérieures relatives au régime de prévoyance

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

#### **Champ d'application professionnel**

Le présent accord est applicable aux employeurs et salariés des établissements d'horticulture et de pépinières de la région Midi-Pyrénées.

Par établissements d'horticulture, il faut entendre ceux qui sont spécialisés dans l'exploitation des pépinières et dans la culture des fleurs ainsi que des plantes ornementales et, le cas échéant, dans la commercialisation quand cette dernière constitue le prolongement de l'activité principale, à l'exclusion des cultures maraîchères, sauf si ces dernières sont cultivées accessoirement.

#### **Champ d'application territorial**

Le présent accord s'applique aux établissements d'horticulture et de pépinières visés à l'article 1<sup>er</sup> qui ont leur siège social ou leur agence dans les départements suivants : Aveyron, Ariège, Haute-Garonne, Gers, Lot, Tarn-et-Garonne, Tarn et Hautes-Pyrénées.

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés visés à l'article 1<sup>er</sup> :

- le 1<sup>er</sup> janvier 2010 si son arrêté d'extension est publié avant cette date ;
- à compter du premier jour du trimestre civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* s'il est publié après le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Cependant, le présent accord pourra également, préalablement à son extension, être appliqué à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, de manière volontaire, par l'ensemble des employeurs et salariés ressortissant à son champ d'application.

Les partenaires sociaux se réservent le droit de renégocier le contenu du présent accord si les circonstances en démontrent l'utilité.

Le régime établi par le présent accord ne se cumule pas avec tout autre régime ayant le même objet.

## **Article 3**

### *Salariés bénéficiaires*

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié non cadre ayant 1 an d'ancienneté et plus dans l'entreprise et relevant du champ d'application du présent accord.

Pour les dispositions du présent accord, la condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié atteint 1 an d'ancienneté.

En sont exclus :

- les cadres et personnels relevant de la CPCEA en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance et de complémentaire santé défini dans la convention collective du 2 avril 1952 ;
- les VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles obligatoires.

## **Article 4**

### *Garanties*

#### Garantie décès

En cas de décès, quelle qu'en soit l'origine, d'un salarié ayant 1 an d'ancienneté ou plus, il est versé à ses ayants droit, concubins, titulaire d'un Pacs ou au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s) un capital décès égal à 100 % du salaire brut total soumis à cotisation perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès.

#### Garantie incapacité temporaire de travail

Les partenaires sociaux ont décidé d'aller au-delà du socle minimum national en souscrivant l'option d'amélioration du montant de l'indemnité journalière.

Ainsi, après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise ou l'établissement, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou d'accident, le salarié bénéficiera, en relais de l'obligation dite de « mensualisation » prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail :

- d'une indemnité journalière égale à 25 % du salaire journalier de référence ;
- versée pour chaque jour d'absence intervenant après le dernier jour d'absence ayant donné lieu à un complément de rémunération par l'employeur en application des dispositions de l'article L. 1226-1 du code du travail ;
- et ce jusqu'à la reprise du travail et au plus tard jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail.

Le versement de l'indemnité journalière intervient à condition pour le salarié :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Lors d'un nouvel arrêt de travail intervenant alors que le salarié a déjà bénéficié dans les 12 mois précédents du nombre maximal de jours donnant lieu à compléments de salaire par l'employeur au titre des obligations

légales, le versement de l'indemnité journalière sera effectué à compter du premier jour d'absence si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du 8<sup>e</sup> jour d'absence dans tous les autres cas.

Les indemnités journalières définies ci-dessus s'ajoutent aux allocations que l'intéressé perçoit de la MSA.

En tout état de cause, les indemnités journalières dues au titre du présent accord cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

Le salaire journalier de référence est égal au salaire journalier calculé par la MSA, dans la limite de 4 fois le plafond de la sécurité sociale.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au premier jour de l'absence.

### Garantie incapacité permanente

Les partenaires sociaux ont décidé d'améliorer le socle minimum national en souscrivant l'option incapacité permanente toutes origines, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories.

Les salariés non cadres ayant 1 an d'ancienneté dans l'entreprise bénéficient en cas d'invalidité de catégorie 2 et 3 reconnue par le régime de sécurité sociale ou en cas d'incapacité permanente professionnelle, dont le taux d'incapacité permanente au sens de l'article L. 434-2 du code de la sécurité sociale est de 66,66 % et plus et percevant une rente d'incapacité permanente ou une pension d'invalidité de la MSA :

- pour les invalidités de 3<sup>e</sup> catégorie ou incapacité permanente professionnelle équivalente d'une rente versée chaque mois égale à 25 % du salaire net mensuel de référence ;
- pour les invalidités de 2<sup>e</sup> catégorie ou incapacité permanente professionnelle équivalente d'une rente versée chaque mois égale à 15 % du salaire net mensuel de référence.

Cette rente s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole et son versement débute dès le versement de celle de la mutualité sociale agricole. En revanche, elle ne se cumule pas avec les indemnités journalières versées au titre de l'incapacité temporaire.

Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié et soumis à cotisations, au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance ne peut excéder le salaire net perçu par l'intéressé en activité.

Cette rente d'invalidité est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension.

En tout état de cause, cette rente prend fin le dernier jour du mois précédant la date d'effet de la pension vieillesse.

## Dispositions communes aux prestations visées aux paragraphes ci-dessus

Les salariés sous contrat de travail à la date d'effet du présent accord et répondant aux conditions d'ouverture des droits seront pris en charge et indemnisés dans les conditions indiquées dans lesdits paragraphes.

En application de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, de la loi n° 94-678 du 8 août 1994 et de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, les salariés des entreprises ayant régularisé leur adhésion auprès de l'organisme assureur sont garantis à la date d'effet du présent accord pour les prestations suivantes :

- les revalorisations futures, portant sur les indemnités journalières, rentes d'incapacité permanente professionnelle ou d'invalidité selon les modalités prévues par les organismes désignés ;
- le bénéfice des garanties décès, lorsque le contrat de travail n'est pas rompu à la date d'adhésion, pour les bénéficiaires d'indemnités journalières d'incapacité temporaire ou de rentes d'incapacité permanente ou d'invalidité versées par un organisme assureur en application d'un contrat souscrit antérieurement, sous réserve que le maintien de ces garanties ne soit pas déjà prévu par un contrat antérieur.

### Article 5

#### *Gestion du régime*

Le présent régime sera géré par Agri-Prévoyance et CRIA Prévoyance en co-assurance à hauteur respectivement de 80 % pour Agri-Prévoyance et 20 % pour CRIA Prévoyance, Agri-Prévoyance étant apériteur, dans le cadre du contrat d'assurance collective à adhésion facultative aux garanties optionnelles au régime obligatoire national de prévoyance des salariés non cadres en agriculture :

- Agri-Prévoyance, institution de prévoyance, 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris ;
- CRIA Prévoyance, 139-147, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92240 Malakoff.

### Article 6

#### *Clause de réexamen*

Le régime de prévoyance mis en œuvre par le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale, il fera l'objet d'une révision, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garantie que de financement et de choix de l'organisme assureur.

### Article 7

#### *Adhésion et antériorité*

Tout employeur relevant du champ d'application du présent accord est tenu d'adhérer pour l'ensemble de ses salariés concernés par le régime mis en place à Agri-Prévoyance.

Toutefois, les entreprises disposant déjà d'un régime de prévoyance au jour de la signature du présent accord, comprenant l'ensemble des garanties définies ci-dessus pour un niveau de prestations supérieur, peuvent ne pas remettre en cause leurs propres garanties et ne pas rejoindre l'organisme désigné dans le présent accord.

En revanche, les entreprises ayant mis en place, préalablement à la signature du présent accord, un régime de prévoyance d'un niveau égal ou inférieur aux garanties définies à l'article 3 doivent le résilier de manière à rejoindre le régime conventionnel ainsi défini, au plus tard le dernier jour du mois suivant son entrée en vigueur.

## **Article 8**

### *Cotisations*

#### 1. Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés entrant dans le champ d'application du présent accord sur la base des rémunérations brutes servant au calcul de l'assiette des cotisations sociales, limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale.

#### 2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et salariés, le taux global des cotisations destinées au financement des garanties définies à l'article 4 est de 0,65 %, réparti à raison de 60 % à la charge des salariés et 40 % à la charge des employeurs, soit :

- employeurs : 0,26 % ;
- salariés : 0,39 %.

Il est précisé que la couverture des prestations incapacité temporaire, en relais de l'obligation des employeurs, définie à l'article 4 est assurée par une cotisation fixée à 0,30 %, prise en charge intégralement par les salariés sur leur participation globale.

#### 3. Collecte

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte d'Agri-Prévoyance selon les modalités définies entre eux et la MSA.

#### 4. Suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) ne donnant pas lieu à complément de salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et incapacité permanente toutes origines sont maintenues sans versement de cotisation.

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois civil donnant lieu à complément de salaire par l'employeur, le bénéfice des garanties décès, incapacité permanente professionnelle ou non est maintenu

avec versement des cotisations correspondantes. Toutefois, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

### **Article 9**

#### *Dénonciation*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du terme du préavis.

### **Article 10**

#### *Dépôt et extension*

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Toulouse, le 24 septembre 2009.

(Suivent les signatures.)